

Lois -Règlements – Circulaire

[Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024](#) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole

[Décret n° 2024-318 du 8 avril 2024](#) relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers

[Arrêté du 23 avril 2024](#) relatif aux caractéristiques de la carte professionnelle des gardes champêtres

[Circulaire du 4 avril 2024](#) relative au déploiement du fonds vert (fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires dans le contexte du plan national d'économies). Le Fonds vert va être « recentré », et certaines enveloppes vont être revues à la baisse

Question parlementaire

Conflits d'intérêts : Il est recommandé à un maire, conseiller départemental ou régional, de ne pas voter une délibération intéressant sa commune : [QE n°03844 de M. Denis BOUAD](#), réponse de la ministre chargée des collectivités territoriales, JO. Sénat 24/08/2023

Clarification de l'article 218 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 avec le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 concernant le droit de chaque élu local de pouvoir consulter un référent déontologue pour respecter la charte de l'élu local définie à l'article L. 1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales.

Pratiques

[La dernière version de la brochure « Statut de l'élu\(e\) local\(e\) » de l'Association des Maires de France \(AMF\) a été mise à jour en mars 2024 et elle comprend l'ensemble des dispositions législatives relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.](#)

[La Caf a mis en place une aide financière d'urgence le 28 novembre 2023 pour aider et soutenir financièrement les victimes de violences conjugales.](#)

N'hésitez pas à contacter l'AMF 49 pour plus d'information à ce sujet : c.meunier@amf49.fr/

lola.fonteneau@amf49.fr
[Déclaration relative aux élections européennes et à l'exercice effectif de la citoyenneté des personnes handicapées \(D - 2024 - 2\)](#)

Jurisprudences

Dissolution d'EPCI ou de syndicats mixtes : l'urgence, en référé suspension, est présumée... Pour l'établissement et pour lui seul. Les autres requérants devront développer un argumentaire en ce sens fondé sur leur situation et/ou sur l'intérêt général. Avec des difficultés qu'il ne faut, à ce stade, pas sous-estimer. ([Conseil d'État, 26 avril 2024, n° 471833](#))

Si les indemnités attribuées aux adjoints varient, les conseillers municipaux doivent en connaître les raisons. ([CAA Paris 29/03/2024, n°23PA01341](#))

Une **loi sur la laïcité de 1905** n'empêche pas qu'une commune finance une nouvelle installation de chauffage dans l'église ([CAA Nancy 19/12/2023, n°21NC01120](#))

Associations : La commune peut mettre gratuitement un local à la disposition d'une association culturelle ([CE 18/03/2024, n°471061](#))

Chemins ruraux : Le maire peut interdire la circulation sur un chemin rural, mais il doit avoir de bonnes raisons ([CAA Versailles, 14/03/2024, n°22VE01434](#))